

enquête

Texte :
Léonie Guguen

TENTATIVES DE CASSE SYNDICALE LES AFFILIÉS D'INDUSTRIALL ASSIÉGÉS

Il ne fait guère de doute que les tentatives de casse syndicale sont la plus grande menace pour les syndicats de par le monde. Alors que les syndicats sont assiégés par des entreprises, des gouvernements et des magistrats corrompus, les tactiques anti-syndicales deviennent de plus en plus sophistiquées et non moins virulentes.

La répression syndicale est symptomatique des inégalités mondiales croissantes et de la cupidité des entreprises. On ne s'étonnera pas que des forces mondialisées cherchent à détruire les syndicats, qui sont acteurs économiques dans la redistribution des richesses du capital vers le monde du travail. Les affiliés d'IndustriALL Global Union ne connaissent que trop bien ces attaques.





ÉTATS-UNIS

Lorsque l'affilié d'IndustriALL, les Métallos USW, a introduit une demande de scrutin pour Kumho Tire aux États-Unis, l'entreprise a immédiatement lancé une campagne pour démolir les chances des travailleurs et travailleuses d'obtenir une représentation syndicale, ce qui est typique dans le sud des États-Unis.

Kumho Tire, à Macon, en Georgie, qui fournit des pneus à des constructeurs automobiles, dont Chrysler, Hyundai et Kia, a fait appel à une firme de consultance, RoadWarrior Productions, lui versant au moins 300.000 dollars, pour envoyer sept personnes à plein temps à l'usine afin de casser du syndicat.

Kumho Tire a mis en ligne un site anti-syndical où figurait un message du maire de Macon exhortant les travailleurs et travailleuses à voter contre le syndicat. Ce site a depuis été retiré.

Les travailleurs et travailleuses étaient forcés à participer quotidiennement à des réunions qui duraient plusieurs heures, où les cadres leur disaient que l'usine nouvellement ouverte serait obligée de fermer si le vote était en faveur du syndicat. La multinationale coréenne est actuellement sous contrôle d'un comité de créanciers chapeauté par la banque étatisée Korea Development Bank, et la direction de l'usine a insisté sur la chose pour jouer sur les peurs des salariés.

Les travailleurs et travailleuses ont été également amenés à participer à des réunions en face à face : "Nous avons un enregistrement où un des responsables des ressources humaines de l'entreprise menace de la perte de clients et de la fermeture de l'usine en cas de syndicalisation.

Nous avons également des témoins qui sont prêts à répéter qu'on leur a signifié en face-à-face que s'ils soutenaient le syndicat, ils seraient mis dehors," a indiqué un porte-parole des Métallos USW.

Avant cette campagne effrénée et anxiogène d'intimidation à l'usine de Macon, 80% des salariés de Kumho Tire avaient signé une carte indiquant vouloir un syndicat. Lorsque le vote a eu lieu les 12 et 13 octobre 2017, l'USW a perdu le scrutin par 28 voix (164 à 136), une chute de 34% par rapport aux intentions de vote favorables au syndicat.

Non content du résultat du scrutin, Kumho Tire a ensuite mis à pied Mario Smith, un des leaders de la campagne de syndicalisation, quelques jours à peine après le vote. Les Métallos USW ont répliqué en déposant une plainte pour pratique de travail inéquitable auprès de l'autorité compétente, la NLRB. Si elle aboutit, le scrutin pourrait être refait ou l'entreprise recevoir l'ordre de négocier avec le syndicat.

Il est bon de noter que pratiquement l'ensemble des 3.700 salariés de Kumho Tire en Corée du Sud sont syndiqués par l'affilié d'IndustriALL, le Syndicat coréen des métallurgistes.

Aux États-Unis, la discrimination anti-syndicale est monnaie courante dans les États du sud, même auprès d'entreprises qui, normalement, s'engagent dans le dialogue social, comme Nissan, Boeing ou Airbus. Le constructeur automobile allemand Volkswagen, qui a de bonnes relations avec les syndicats dans son pays d'origine, résiste activement aux lois des États-Unis pour empêcher les salariés de se

syndiquer dans son usine de Chattanooga, au Tennessee. Les accords-cadres mondiaux d'IndustriALL aussi bien avec Volkswagen qu'avec Airbus ont eu peu d'influence aux États-Unis.

CORÉE DU SUD

Les compagnies sud-coréennes sont bien connues pour leurs activités anti-syndicales à l'étranger, mais cette attitude, en Corée, est bien ancrée et rude. **Han Sang-gyun, Président de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) est emprisonné depuis décembre 2015 et l'ancienne Secrétaire générale de la KCTU, Lee Young-joo, a été arrêté en janvier 2018 et est maintenant emprisonnée dans le même centre de détention de Séoul.**

La Camarade Lee avait cherché refuge dans les locaux de la KCTU depuis deux ans, après qu'un mandat d'arrêt avait été délivré contre elle pour son rôle dans l'organisation des mobilisations populaires de masse du 14 novembre 2015, contre la nature répressive des réformes du travail du précédent gouvernement.

Alors que des mobilisations de la part d'une large alliance entre syndicats et société civile sont parvenues à faire tomber la Présidente Park en mars 2017, Lee et Han Sang-gyun ne figurent pas parmi les nombreux milliers de personnes amnistiées par la nouvelle administration du Président Moon Jae-in.

IndustriALL a été rendre visite à Han et Lee à plusieurs reprises depuis 2015 dans le cadre de sa solidarité internationale avec le mouvement syndical sud-coréen.



En avril 2017, le Groupe de Travail de l'ONU sur la Détention arbitraire a pris en considération le cas de Han et Lee et rappelé au gouvernement coréen qu'il a "la responsabilité, y compris dans le contexte de manifestations pacifiques, d'empêcher les arrestations et détentions arbitraires et a appelé les États à éviter en toute circonstance l'abus de poursuites judiciaires".

En plus de celles des autorités, les syndicats de Corée doivent faire face en permanence aux attaques brutales sur les droits des travailleurs de la part des toutes puissantes entreprises familiales du pays (connues sous l'appellation chaebols), comme Hyundai et Samsung.

ALGÉRIE



Certains gouvernements ne se soucient guère des conventions internationales du travail destinées à protéger les droits syndicaux, même si leur pays les a ratifiées. L'Algérie a signé la Convention 87 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la liberté syndicale et la Convention 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective en 1962.

Et pourtant, une puissante alliance entre gouvernement, entreprise et magistrature semble déterminée à écraser les syndicats indépendants, y compris le SNATEGS, affilié à IndustriALL. Le SNATEGS, qui représente plus de 30.000 salariés de la compagnie étatique du gaz et de l'électricité, Sonelgaz, a vu ses revendications en vue de meilleurs salaires et conditions de santé et sécurité rencontrer des représailles extraordinaires.

Depuis son enregistrement en 2013, le SNATEGS et ses dirigeants ont été soumis à une oppression

et une persécution judiciaire croissantes. En décembre 2016, le Président du SNATEGS, Raouf Mellal, qui avait été licencié par Sonelgaz pour ses activités syndicales, a été condamné par défaut à six mois de prison après avoir été lanceur d'alerte à propos de surfacturations illicites de huit millions de consommateurs sur une période de dix ans.



Cinq mois plus tard, le Ministre du Travail a retiré l'agrément du SNATEGS, à peine quelques jours avant une grève nationale des travailleurs et travailleuses de Sonelgaz. Dans un courrier daté du 16 mai 2017, le Ministre indiquait que le syndicat ne s'était pas conformé à la Loi 90-14/1990, sans en préciser de quelle manière. Il y était également dit que Mellal avait été démis de ses fonctions de président du syndicat.

Il a depuis été condamné à un total de 17 mois de prison et à des amendes d'un équivalent de 10.000 euros (12.300 dollars), sur base d'une kyrielle de charges fallacieuses. Il n'est pas détenu pour l'instant et a fait appel.

Cette persécution judiciaire s'est étendue à d'autres membres du SNATEGS. Le Secrétaire général, d'autres hauts responsables du syndicat et même l'avocat représentant le SNATEGS font maintenant face à des accusations bidons.

Des forces de sécurité ont été employées à de nombreuses reprises pour empêcher le syndicat d'organiser des rassemblements. Le 20 janvier de cette année, environ 10.000 policiers ont été mobilisés pour arrêter un rassemblement pacifique organisé par le SNATEGS dans la capitale Alger. Ils ont arrêté quelque 1.000 personnes soupçonnées d'être des manifestants, qui ont été emmenées en autocar vers un endroit éloigné et privées d'eau et de nourriture pendant dix heures. Les forces de sécurité ont confisqué leurs téléphones et effacé les photos du rassemblement, ainsi que toute preuve de la répression policière qui avait eu lieu. Selon le SNATEGS, des manifestantes ont été sexuellement harcelées et d'autres syndicalistes ont été agressés physiquement.

Les Fédérations syndicales internationales IndustriALL, UITA, ISP ainsi que la CSI ont écrit au Ministre algérien du travail, Mourad Zemali, pour condamner le traitement réservé aux manifestants, qui étaient constitués d'un mélange de syndicalistes et de sympathisants de la cause des travailleurs, issus de la société civile.

En février 2018, une mission de contact direct de l'OIT en Algérie a été annulée à la suite du refus du gouvernement de l'autoriser à rencontrer des syndicats indépendants.

BANGLADESH

En décembre 2016, le gouvernement du Bangladesh a pris prétexte de grèves sauvages de travailleurs et travailleuses de la confection qui revendiquaient de meilleurs salaires pour lancer une importante répression sur les syndicats du secteur. Trente-cinq leaders syndicaux et travailleurs de la confection ont été arrêtés et détenus arbitrairement pendant plusieurs semaines. Des locaux syndicaux dans toutes les zones de production de vêtements autour de la capitale Dacca ont été fermés et vandalisés par les autorités. L'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA) a suspendu la production dans 59 usines et plus de 1.600 travailleurs et travailleuses ont été suspendus. La police a engagé des poursuites contre 600 travailleurs et leaders syndicaux.

Cette attaque généralisée contre les syndicats a rencontré une ferme réplique de la part du mouvement syndical. IndustriALL a mobilisé une campagne de solidarité internationale sous le hashtag #EveryDayCounts, soutenue par UNI Global Union et les affiliés du monde entier.

Des centaines de photos ont été publiées partout dans le monde sur les médias sociaux et des syndicats de plus de 20 pays ont envoyé des courriers au Premier Ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, pour appeler à la libération des détenus. Les syndicats ont manifesté et rendu visite aux ambassades du Bangladesh dans plus de 16 villes, tandis qu'une campagne de LabourStart en faveur de la libération des militants emprisonnés a récolté plus de 10.000 signatures.

Finalement, le 23 février 2017, après deux mois de captivité, un accord tripartite a été conclu entre le Conseil d'IndustriALL pour le Bangladesh, le Ministère du travail et la BGMEA, permettant la libération des syndicalistes et travailleurs de la confection arrêtés et toutes les charges contre eux ont été abandonnées.

Cependant, en dépit de cette avancée, les relations entre les propriétaires d'usine, le gouvernement et les syndicats du secteur de la confection du Bangladesh restent sur le fil du rasoir. À peine six mois après la libération des syndicalistes, 50 travailleurs et travailleuses de la confection ont été rudement passés à tabac par des hommes de main pour avoir pris part à une manifestation contre un fabricant de sweaters, Haesong. La grève et le sit-in devant le siège de cette compagnie à capitaux coréens à Hizalhati, Gazipur, étaient organisés par l'affilié d'IndustriALL, la Fédération nationale des travailleurs de la confection (NGWF).



Parmi les personnes blessées figuraient deux femmes qui se trouvent être la présidente et la vice-présidente du syndicat. Un recruteur syndical de la NGWF a été enlevé pour n'être libéré que de nombreuses heures plus tard. En dépit de multiples sollicitations, la police locale a refusé de prendre les plaintes des travailleurs et travailleuses à propos de l'enlèvement et des attaques.

C'est cette impunité qui rend la syndicalisation périlleuse au Bangladesh.

PHILIPPINES



Les personnes qui travaillent au sein de chaînes d'approvisionnement complexes sont particulièrement vulnérables aux violations de leurs droits, à une mauvaise santé et sécurité et aux bas salaires. Il est difficile de faire rendre des comptes pour ce qui constitue une main d'œuvre cachée des multinationales et les syndicats sont rarement les bienvenus.

Furukawa Automotive Systems, une compagnie à capitaux japonais présente aux Philippines, fabrique des pièces pour d'importantes marques automobiles comme Toyota, Suzuki et Nissan, au départ de son usine de Lipa, au sud de Manille.

Les travailleurs et travailleuses de Furukawa ont emporté une victoire en janvier de cette

année en votant à une large majorité en faveur d'une représentation par une section de l'affilié d'IndustriALL, l'Alliance des métallurgistes des Philippines (PMA). Près de 1.500 travailleurs et travailleuses sur un total de 5.000, ont voté en faveur du syndicat, dont plus de 50% dépendent d'agences de recrutement ou sont temporaires.

Ce combat pour la reconnaissance syndicale chez Furukawa a été gagné avec le soutien de syndicats emmenés par la PMA, le Conseil des syndicats de métallurgistes du Japon, ainsi que des fédérations syndicales internationales et autres organisations.

Cependant, et en dépit du fait que la PMA a emporté le scrutin pour sa certification, l'anti-syndicalisme est toujours présent dans l'entreprise. Un autre syndicat, soutenu par l'entreprise, retarde le processus de négociation collective en se portant devant le tribunal du travail pour prétendre qu'il a également des membres chez Furukawa. Tant que l'intervention de ce syndicat n'est pas résolue, il ne peut y avoir de négociations en vue d'une convention collective de travail.

COLOMBIE

Comme les Philippines, la Colombie est reprise par la CSI dans le top 10 des pires pays en termes de droits des travailleurs, ce qui donne un terreau favorable pour que les entreprises s'en prennent aux syndicats.

TubeCaribe, qui appartient à la multinationale de la sidérurgie Tenaris, fabrique des tubes en acier dans son usine de Cartagena, un port sur les Caraïbes. Après avoir refusé de signer une nouvelle convention collective avec les travailleurs, TubeCaribe a mis à pied à la fois le président et le vice-président du Syndicat des travailleurs de Tenaris en Colombie (Sintratucar), en décembre 2017. TubeCaribe a ensuite refusé de reprendre vingt jeunes qui fonctionnaient

selon un contrat renouvelable tous les six mois, après leur ralliement au syndicat.

Ceci a amené 100 autres travailleurs et travailleuses à quitter le Sintratucar par crainte de perdre leur emploi. Leurs contrats ont, eux, été renouvelés.

“La raison de ma mise à pied est la formation du syndicat,” a indiqué le président du Sintratucar, Walberto Marrugo. “Tenaris ne respecte pas la liberté syndicale. Nous essayons de faire annuler les mises à pied par le système judiciaire, mais nous irons devant un tribunal arbitral et mènerons d'autres actions si nécessaire.”



En apprenant ces licenciements, le Réseau syndical mondial d'IndustriALL pour Tenaris/Ternium a lancé une campagne en soutien aux travailleurs, travailleuses et leaders syndicaux mis à pied. Le Sintratucar a tenu une série de manifestations et un rassemblement de masse devant l'entrée de l'usine le 17 décembre. Ce rassemblement appelait tous les travailleurs du monde à accentuer leur pression sur l'entreprise en rejoignant une campagne sur Facebook. Le Sintratucar a également demandé à tous les salariés de Tenaris de prendre des vidéos pour illustrer les activités anti-syndicales de l'entreprise et pour exiger la réintégration des travailleurs et travailleuses licenciés.

Après une action en justice du syndicat, une instance municipale de Cartagena a ordonné à TubeCaribe de réintégrer le vice-président du Sintratucar, Jairo del Rio, faisant état qu'il n'y avait pas de motif valable pour qu'il soit mis fin à son contrat. Il s'agissait d'une victoire clé, mais le président Walberto Marrugo et les autres jeunes travailleurs et travailleuses se battent toujours pour leur emploi.

RUSSIE

Une récente décision d'un tribunal russe de dissoudre l'Association interrégionale russe des syndicats ouvriers (ITUWA) est décrite comme un coup sérieux porté aux syndicats indépendants en Russie.

Le 10 janvier 2018, un tribunal local de Saint-Petersbourg a jugé que l'affilié d'IndustriALL ITUWA devait être dissout en invoquant le fait qu'il avait mené des activités politiques et reçu des fonds de l'étranger.

L'ITUWA rassemble 4.000 travailleurs et travailleuses de l'automobile et d'autres secteurs. Selon le bureau du procureur, la décision se fonde sur le soutien solidaire de l'ITUWA à des chauffeurs routiers qui protestaient contre l'augmentation des taxes et la critique des politiques socio-économiques du gouvernement sur son site internet.



10

Le tribunal a également ajouté la nature intersectorielle des effectifs et activités du syndicat parmi les motivations de sa décision, tout comme le fait d'avoir reçu des fonds étrangers pour prendre part à un atelier avec IndustriALL.

Huit affiliés d'IndustriALL en Russie ont publié une déclaration conjointe pour défendre l'ITUWA, qui a été envoyée à la Douma, au bureau du Procureur, à la présidence de la Cour Suprême et au Président russe. Elle dit :

“La décision du tribunal de la ville de Saint-Petersbourg, de notre point de vue, non seulement viole de manière flagrante les droits des travailleurs et leurs syndicats à représenter leurs intérêts mais déplace également la réglementation des activités syndicales en Russie en dehors des cadres juridiques national et international.”

L'ITUWA a fait appel devant la Cour Suprême de Russie et se prépare à de nouveaux procès.

CÔTE D'IVOIRE

Peu de temps après que le groupe énergétique marocain Akwa a acquis une participation de 80% dans la compagnie de distribution de carburants ivoirienne Klenzi en décembre 2014, les travailleurs et travailleuses ont commencé à ressentir toute la portée de ses politiques anti-syndicales.

Klenzi a montré un total manque de respect pour les législations du travail, pour l'inspectorat du travail et pour le Ministère du Travail de Côte d'Ivoire en essayant d'évincer l'affilié d'IndustriALL du secteur de l'énergie, le SYNTEPCI.



11

Les ennuis ont commencé en septembre 2015, lorsque Klenzi a refusé d'autoriser les élections des représentants des travailleurs parce que cela signifiait devoir se procurer une liste de candidats de la part du SYNTEPCI et ainsi reconnaître sa présence au sein de l'entreprise. Au bout du compte, à l'issue d'une réunion d'arbitrage organisée par l'inspectorat du travail en mai 2017, le PDG de Klenzi, Ali Boutaleb, en a refusé le procès-verbal.

Ensuite, les travailleurs et travailleuses ont été soumis à toutes sortes de menaces et de harcèlement pour les intimider et leur faire quitter

le SYNTEPCI. Après que trois salariés ont refusé de dresser une liste de travailleurs à cibler, le PDG a lui-même écrit aux salariés le 5 juillet 2017 pour leur demander de renoncer à leur affiliation au SYNTEPCI. Il est rapidement apparu que l'entreprise forçait ses salariés à signer une lettre sous la contrainte, ce qui a conduit le Secrétaire général du SYNTEPCI, Jeremy Wondje, à déposer une plainte en urgence auprès de l'inspectorat du travail.

L'inspectorat du travail a convoqué une réunion entre les parties le 3 août, mais la direction de Klenzi ne s'y est pas présentée. Les travailleurs qui s'y sont rendus ont reçu des avertissements écrits pour avoir quitté leur poste de travail sans permission.

À l'issue de constantes intimidations, un des dix travailleurs qui avait refusé de signer la lettre de démission du SYNTEPCI a envoyé un texto à ses collègues pour leur révéler qu'il avait plié sous la pression, leur disant : “Hello camarades, vraiment je suis un faible, je ne pouvais plus tenir. J'ai signé. Mes excuses.”

Sur les neuf salariés restants qui ont refusé de signer la lettre pour renoncer à leur affiliation au SYNTEPCI, huit ont été licenciés.

Comme la secrétaire du PDG a elle aussi refusé de signer, elle a été envoyée travailler comme pompiste à la mine de Tongon à Korhogo, où Klenzi fournit du carburant.

À partir du 31 janvier 2018, le SYNTEPCI a mené une grève de trois jours pour protester contre les violations de la liberté syndicale chez Klenzi ainsi qu'au sujet de problèmes dans d'autres compagnies pétrolières de Côte d'Ivoire. Néanmoins, la situation reste sans solution.

POUR ALLER DE L'AVANT

Les gouvernements doivent reconnaître le rôle légitime et essentiel des syndicats dans la résolution des inégalités, l'augmentation de la prospérité et l'élargissement de la base fiscale par le biais de salaires plus élevés. Ils doivent également en faire davantage pour protéger les syndicats, indique le Secrétaire général d'IndustriALL, Valter Sanches :

“Trop de pouvoir dans les mains des multinationales, qui se complaisent dans l'anti-syndicalisme pour protéger leurs résultats financiers, a un impact négatif sur des communautés et sociétés entières. Les gouvernements doivent résister à la cupidité des entreprises, et cela passe par la défense de la liberté syndicale par le biais d'actions décidées.”

Il y a un frémissement d'espoir au moment où une nouvelle génération de travailleurs et travailleuses, confrontée à l'emploi précaire et aux bas salaires, réalise que l'action collective est le meilleur moyen de défendre ses intérêts. En 2017, on a compté 262.000 nouveaux adhérents syndicaux aux États-Unis, dont 75% âgés de moins de 35 ans. Certaines des plus grandes progressions sont venues de campagnes de syndicalisation menées par des femmes et des personnes de couleur.

“Plus les syndicats pourront grandir par l'intérêt qu'ils suscitent auprès des jeunes et des femmes, plus forts ils deviendront pour faire face aux tentatives de casse syndicale,” conclut Valter.

- 1 Les participants à la conférence mondiale IndustriALL sur le caoutchouc témoignent de leur solidarité envers les travailleurs de Kumho USA. *IndustriALL*
- 2 Solidarité des représentants syndicaux locaux de Kumho Tire du KMWU en Corée avec des travailleurs aux États-Unis. *KMWU*
- 3 Représentants IndustriALL et de BWI à Genève sont solidaires avec les travailleurs de Kumho aux États-Unis. *IndustriALL*
- 4 Syndicats coréens célèbrent la nouvelle du départ du Président Park. *KCTU*
- 5 Membres du syndicat SNATEGS posent avec défi après avoir été arrêtés par la police le 20 juillet 2017 à Bejaia. *SNATEGS*
- 6 Mellal Raouf. *IndustriALL*
- 7 Activistes à Londres appellent à la libération des travailleurs bangladais emprisonnés. *IndustriALL*
- 8 Travailleurs reconnus par la société Furukawa aux Philippines. *PMA*
- 9 Manifestation de Sintratucar aux portes de l'usine Turbo Caribe. *IndustriALL*
- 10 Marche de solidarité pour ITUWA à Moscou. *ITUWA*
- 11 Membres de SYNTEPCI en grève en Côte d'Ivoire le 31 janvier 2018. *SYNTEPCI*